

**LES NOUVELLES DU ReSaD**  
*Réseau Sahel Désertification*

N° 20  
Août 2024



Réseau Sahel  
Désertification

# Sommaire

- 1.** *Edito*  
par Patrick Smith, administrateur du CARI
- 2.** *Actu - Sahel*  
Un nouveau projet accompagné par le ReSaD pour la lutte contre la désertification au Sahel
- 3.** *Actu - Burkina Faso*  
Poursuite du projet “Les Communautés Reverdisent le Sahel” au Burkina Faso
- 4.** *Actu - Mali*  
Le REFEDE agit pour la résilience des communautés menacées par la désertification et les changements climatiques
- 5.** *Actu - Niger*  
Au Niger, découvrez les engagements de deux ONG membres du CNCOD
- 6.** *Actu - France*  
Les temps forts du Groupe de Travail Désertification en 2023
- 7.** *Agenda*  
Les prochains évènements



## Edito

*L'horizon semble incertain alors que le gouvernement français ajuste ses priorités en matière d'aide publique au développement (APD). En diminuant cette aide de 742 millions d'euros et en reportant de cinq ans l'objectif de consacrer 0,7% du Revenu National Brut à l'APD (de 2025 à 2030), des défis importants se dessinent. La situation géopolitique actuelle a entraîné la suspension de l'APD française dans les trois principaux pays membres du ReSaD.*

Dans ce contexte, quelle place, quel rôle, et quels moyens reste-t-il aux Organisations de la Société Civile et Organisations de Solidarité Internationale de France comme du Sahel, du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest, pour continuer à mener les combats essentiels que sont : la lutte contre la désertification, la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'agroécologie et de l'agriculture familiale, la préservation des ressources et de la biodiversité ?

Au-delà de la recherche de financements privés en faveur de la solidarité internationale et de nos causes communes comme alternatives, l'éclaircie pourrait venir de ce que nous avons construit ensemble au fil des ans, un réseau de partenaires qui se connaissent et se reconnaissent mutuellement : le Réseau Sahel Désertification !

Un réseau pour, plus que jamais :

- Poursuivre le plaidoyer alors même que la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique passent pour pertes et profits dans de nombreuses politiques nationales,
- S'obstiner à documenter et échanger sur les bonnes pratiques en matière d'agroécologie, de gestion durable des terres, ...
- Accompagner et renforcer les organisations de la société civile, actives au sein des territoires, pour leur donner les moyens d'agir là où les politiques publiques font défaut.

Mais aussi et surtout pour affirmer notre attachement à un monde ouvert et solidaire.

Dans ces conditions difficiles, le ReSaD poursuit donc son action collective. Les pages suivantes de cette lettre d'information, vous donne un aperçu des activités en cours au Burkina Faso, au Mali, au Niger et en France. Cette édition des nouvelles du ReSaD, vous présente également le projet PASS-LCD, lancé en septembre 2023, qui prolonge les acquis du ReSaD en matière d'influence de la société civile auprès des décideurs politiques, en particulier dans les cadres de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification, et de l'Initiative Grande Muraille Verte. À travers ce projet, le ReSaD initie une collaboration avec l'ONG sénégalaise ENDA Pronat et avec la DyTAES, plateforme pionnière dans la promotion de l'agroécologie au Sénégal.

*Patrick Smith, membre du Conseil d'Administration du CARI*



# Un nouveau projet accompagné par le ReSaD pour la lutte contre la désertification au Sahel



Le Programme d'actions structurées des acteurs de la lutte contre la désertification (PASS-LCD) a démarré en septembre 2023. À travers ce nouveau projet le CARI, et les membres du ReSaD poursuivent leur coopération initiée il y a près de 15 ans, et ils étendent leur action au Sénégal en partenariat avec l'ONG ENDA Pronat. Financé par l'Agence Française de Développement et soutenu par la Fondation de France, le projet PASS-LCD est la première phase d'un programme de 9 ans, qui vise à faciliter l'émergence de conditions favorables à un développement agricole durable en zones sèches, alliant sécurisation des populations et préservation de l'environnement, et s'appuyant sur la collaboration active entre acteurs étatiques et non étatiques au Sahel.

Partenaires du projet :



Soutenu par :



## Contexte & Enjeux

Les zones sèches du continent africain demeurent confrontées à une superposition de contraintes qui sont autant de freins à une amélioration durable des conditions de vie des populations. Cela est particulièrement le cas au Sahel, dont le contexte actuel est marqué par une multiplication des enjeux et crises : sécheresses et grande variabilité pluviométrique, pression démographique et besoins alimentaires croissants, instabilité politique récurrente, insécurité presque chronique etc. Les populations rurales en sont directement impactées, voyant augmenter leur vulnérabilité et leur insécurité alimentaire. Face à ces enjeux et multiples préoccupations, deux leviers majeurs sont actionnables pour d'une part sécuriser les territoires ruraux dans leurs dynamiques de production alimentaire durable, et d'autre part créer un contexte favorable à la sécurisation des populations agricoles face à un avenir incertain. Il s'agit de :

**La poursuite d'un soutien aux opérateurs de développement** (ONG, collectivités, services techniques, etc.) qui accompagnent les acteurs des territoires affectés, dans un souci de lutte contre la pauvreté, contre la dégradation de l'environnement et en faveur d'une plus grande résilience des populations et des territoires.

**L'accompagnement des états dans leurs rôles régaliens** d'élaboration des politiques publiques et de planification des investissements en faveur du développement durable des territoires ruraux, dans une perspective de préservation des ressources, de facilitation de modes de gouvernances responsables, et de soutien aux dynamiques entrepreneuriales.

Poursuivant leur engagement à servir les intérêts des populations sahéliennes et à agir pour la préservation des conditions de vie en milieu rural, les partenaires du PASS-LCD adresseront les enjeux suivants :

- **L'agroécologie est encore largement minoritaire, alors que la transformation des systèmes de production agricoles et alimentaires est urgente, particulièrement en zones sèches. Il est nécessaire d'élaborer des politiques transformatives, traduisant un engagement fort des décideurs, qui soient conduites dans les territoires et dont les résultats soient portés dans les cadres internationaux.**
- **Le cadre politique de la GMV est aligné sur le cadre des ODD et mobilise une diversité d'acteurs qui veulent contribuer à sa mise en œuvre. Les ambitions renouvelées d'améliorer la collaboration avec la société civile doivent être opérationnalisées dans des instances de gouvernance reconnaissant une place légitime et sécurisée des OSC. En parallèle, les OSC doivent être renforcées pour l'élaboration de projets intégrant une prise en compte des objectifs de la GMV.**

### Nouveau partenaire du ReSaD

Environnement Développement Action pour la Protection Naturelle des Territoires (ENDA Pronat) est une association sénégalaise qui œuvre depuis 1982 pour le développement d'une agriculture saine et durable. ENDA Pronat mène des activités pour :

- Accompagner les communautés locales dans la gouvernance durable des ressources naturelles.
- Accompagner l'intensification agroécologique des exploitations familiales.
- Animer un dialogue socio-politique à travers la construction de partenariats multi-acteurs aux échelles locales, nationale et internationale.

À travers ses actions, ENDA Pronat cible une mise à l'échelle de la transition agroécologique au Sénégal et dans la sous-région. ENDA Pronat est secrétaire de la Dynamique National pour la Transition Agroécologique au Sénégal (voir page suivante). Au sein du consortium de mise en œuvre du PASS-LCD, ENDA Pronat apporte son expertise sur le plaidoyer pour le déploiement et l'intensification de l'agroécologie au Sahel. En bénéficiant de l'expérience du ReSaD, ENDA Pronat a l'opportunité de s'inscrire davantage dans les cadres de la CNULD et de la GMV.

# Le PASS-LCD, Axe 1 : Favoriser la reconnaissance de l'agroécologie comme solution pour l'atteinte des ODD

Au regard des enjeux de production agricole, d'alimentation durable, et de préservation de l'environnement, les principes de l'agroécologie apparaissent comme pertinents pour accompagner la transformation des systèmes de production. Malheureusement ils restent encore peu mobilisés dans la définition des orientations de développement par les États et à l'international.



Le PASS-LCD accompagnera la mobilisation de la société civile en faveur du déploiement de l'agroécologie, et la structuration de son dialogue avec les pouvoirs publics au Sahel et à l'international pour que ceux-ci s'emparent de l'agroécologie comme solution pour contribuer à l'atteinte des ODD.

## Actions clés :

- Travaux de capitalisation sur les effets et impacts de l'agroécologie sur les terres et pour faire face à la sécheresse, en remobilisant les travaux récents d'évaluation de l'agroécologie
- Rapprochement avec les collectifs et plateformes de la société civile mobilisées sur l'agroécologie, et organisation du partage de connaissance et d'expérience
- Sensibilisation des décideurs, et appui au plaidoyer de la société civile sahéenne pour faire reconnaître la transition agroécologique comme solution pour faire face à la désertification, sur les plans nationaux et internationaux
- Organisation de Désertif'actions 2026 pour faciliter un dialogue multi-acteurs mondial sur le sujet de la résilience à la sécheresse, et contribuer à travers des éléments de fonds et un plaidoyer collectif aux négociations au sein de la CNULD.

## LES INITIATIVES CITOYENNES DE PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE AU SAHEL

Dans le cadre de cet axe, le ReSaD initie une nouvelle collaboration avec des collectifs et plateformes de la société civile actifs sur l'agroécologie. Le projet va soutenir le dialogue et le partage d'expériences avec ces collectifs pour un renforcement des capacités mutuel, mais aussi pour structurer des actions de plaidoyer collectives aux niveaux national et international.

- La Dynamique pour une Transition agroécologique au Sénégal (DyTAES), créée en 2019, regroupe des organisations faitières de producteurs, de consommateurs, des ONG, des institutions de recherche sénégalaises et internationales, des privés et des élus locaux. La mission de la DyTAES est de promouvoir la transition agroécologique au Sénégal par la recherche, le plaidoyer, la sensibilisation, le partage d'expérience et l'accompagnement des territoires en transition.
- Le Collectif Citoyen pour l'agroécologie (CCAÉ), créé en 2015, est un regroupement burkinabé de citoyens, d'associations, d'organisations paysannes et d'acteurs de la Société Civile dédiés à la promotion et à la mise en œuvre de pratiques agroécologiques. Le CCAÉ mène une campagne active contre Monsanto et les organismes génétiquement modifiés au Burkina Faso.
- Créée en 1995, l'Association des Organisations Professionnelles paysannes (AOPP) est une organisation faitière qui compte 250 organisations paysannes réparties sur l'ensemble du Mali. L'association se consacre à défendre les intérêts et améliorer les conditions de vie des producteurs maliens par la promotion d'une agriculture paysanne familiale.
- Raya Karkara est une plateforme agroécologique, active depuis 2015, qui regroupe aujourd'hui plus de 28 organisations dont des organisations paysannes, des acteurs de la société civile, des ONG nationales et internationales ainsi que des institutions de recherche. Cette plateforme joue un rôle important dans la promotion de l'agroécologie au Niger, en alignement avec les politiques nationales visant à renforcer la sécurité alimentaire du pays.



## Le PASS-LCD, Axe 2 : Renforcer et sécuriser la reconnaissance de la contribution de la société civile à la réalisation de la Grande Muraille Verte

Les acteurs non étatiques ont un rôle majeur à jouer dans la mise en œuvre de l'initiative GMV, et dans l'atteinte des résultats projetés d'ici à 2030. Malheureusement, la pérennité et la légitimité du positionnement de la société civile au sein des instances de l'initiative de la GMV n'est pour l'instant ni claire ni sécurisée.



Le PASS-LCD améliorera la prise en compte des actions de la société civile dans le suivi des progrès de la GMV, et renforcera un positionnement sécurisé et légitime des OSC au sein des cadres de gouvernance de l'initiative.

### Actions clés :

- Maintien d'une stratégie d'influence du ReSaD, de ses membres et partenaires auprès des décideurs nationaux et régionaux de la GMV.
- Accompagnement des OSC sahéliennes à inscrire leurs actions dans les dispositifs de suivi des progrès de la GMV, et publication d'un rapport sur la contribution de la société civile à la réalisation de la GMV
- Élaboration de lignes directrices pour améliorer et sécuriser la participation des OSC dans les cadres de gouvernance de la GMV, en clarifiant leur rôle.
- Renforcement des capacités des OSC sahéliennes sur l'accès aux financements pour la mise en œuvre de projets contribuant à la GMV.

### UNE VOLONTAIRE EN SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR LA GMV AU CARI

Dans le cadre du projet PASS-LCD et en lien avec le programme « Volontaires pour la Grande Muraille Verte » de France Volontaire, le CARI a recruté une volontaire en solidarité internationale. Marie-Ange Sawadogo étudiante en 2<sup>ème</sup> année de master Études du Développement parcours développement agricole et politiques économiques à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, est actuellement basée à Dakar au Sénégal auprès de l'équipe d'ENDA Pronat.

Marie-Ange est en appui à la coordination du PASS-LCD pour accompagner les partenaires du Réseau Sahel Désertification et ENDA Pronat dans le processus de renforcement et de valorisation de la place des organisations de la société civile dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de la GMV.

Ses principales missions seront de caractériser les organisations de la société civile contribuant à la mise en œuvre de l'initiative, de sensibiliser les OSC sahéliennes à l'intérêt de contribuer aux mécanismes de suivi des actions de la GMV et enfin, de participer à la veille informationnelle sur les avancées de l'initiative et à la diffusion des informations auprès des partenaires.

## Prochains événements en 2024

### Rencontre régionale autour de l'intensification agroécologique au Sénégal

Dans le cadre du projet PASS-LCD, une rencontre régionale sur l'intensification agroécologique se déroulera au Sénégal en **septembre 2024**.

Face aux enjeux de lutte contre la désertification et à l'adaptation aux sécheresses de plus en plus persistantes, des initiatives citoyennes et politiques se sont mises en place pour accompagner la transition agroécologique des territoires. L'objectif de cette rencontre régionale est d'appuyer et de renforcer les dynamiques d'acteurs en faveur du déploiement de l'agroécologie, notamment à travers le partage d'expériences et de connaissances entre les partenaires du projet et avec les autres acteurs de la société civile, aussi bien sur les actions de terrain que sur les actions de plaidoyer.

### Participation à la COP16 de la CNULD à Riyad en Arabie Saoudite du 02 au 13 décembre 2024

Le GTD et l'ensemble des partenaires du projet PASS-LCD, continueront leurs actions de plaidoyer pour que l'agroécologie soit officiellement reconnue comme un levier d'action pertinent pour l'évolution des systèmes agricoles en zones sèches. Les principes de l'agroécologie appliqués au développement agricole se présentent en effet comme un ensemble de solutions pertinentes au regard des enjeux de la lutte contre la dégradation des terres et d'adaptation aux sécheresses. Ils répondent à un besoin de transition vers des systèmes agricoles et alimentaires plus durables et résilients partout dans le monde et en particulier dans les zones sèches. Un événement parallèle permettant de poursuivre un travail de fond sur « Agroécologie et sécheresse » sera organisé avec l'ensemble des membres du ReSaD et porté lors de cette COP.



# Poursuite du projet “Les Communautés Reverdisent le Sahel” au Burkina Faso



L'objectif ultime du projet CRS est de reverdir 60 000 hectares de terres dégradées au Burkina Faso grâce à la Régénération Naturelle Assistée (RNA). À mi-parcours du projet, le consortium de mise en œuvre avait atteint le jalon des 30 000 hectares de terres dégradées reverdis. Sur le terrain, les efforts consistent à former et à accompagner des agriculteurs dans la pratique de la RNA et d'autres techniques de conservation des eaux et des sols. Ainsi, jusqu'en 2023, le projet a formé 21 313 agriculteurs dont 16 203 qui pratiquent la RNA dans leurs champs agricoles. Toutes les parcelles concernées par le projet sont géoréférencées et suivies à travers l'outil Kobo Collect. La mise en œuvre de l'outil, le traitement et l'archivage des données sont assurés au Burkina Faso par l'Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA).

Le projet CRS s'intéresse également à la promotion des chaînes de valeur et au développement des marchés de produits locaux pour améliorer les revenus des agriculteurs. Cet axe d'intervention à part entière, a connu une phase intéressante au cours de l'année 2023, puisque deux microprojets ont été développés en synergie grâce à des financements d'une fondation familiale (Stichting de Roeper) et de Both ENDS. Le micro-projet « L'Autonomisation des Agriculteurs qui Reverdisent le Sahel » a permis de mettre à la disposition des agriculteurs et des groupements de femmes, du matériel de transformation des produits forestiers non ligneux, du matériel aratoire, des caprins pour l'élevage et des formations dans la production et la commercialisation des PFNL.

Quant au 2<sup>ème</sup> micro-projet les « Jeunes à l'Origine du Changement », il a eu pour objectif de soutenir et de mobiliser des organisations de jeunes dans les zones d'intervention du projet afin de les impliquer davantage dans le développement rural de leurs territoires.

Le plaidoyer pour la durabilité de la RNA qui constitue le 3<sup>ème</sup> axe de travail du projet CRS a permis d'aboutir à l'intégration de lignes budgétaires dans les plans locaux de développement en faveur de la RNA. Enfin, comme il est de coutume, le SPONG a participé à la COP 28 de la Convention Climat pour présenter le projet et ses résultats dans plusieurs panels.

## INFOS PROJET

### LES COMMUNAUTÉS REVERDISSENT LE SAHEL

**Pays d'intervention :** Burkina Faso, Niger, Sénégal

**Coordination :** Both ENDS et le SPONG pour le volet national au Burkina Faso

**Période :** 2018-2025

**Bailleurs :** DOB Ecology

**Partenaires de mise en œuvre au Burkina Faso :** associations APEDR, APIL, ASMADE, Tii Paalga, avec l'appui scientifique de l'INERA.

### PERSPECTIVES 2024

Afin d'assurer la continuité et renforcer l'action du projet CRS, l'ONG Both ENDS a appuyé les partenaires des trois pays pour développer le projet « Accélérer les systèmes alimentaires résilients en Afrique » (ARFSA). Prévu de 2024 à 2026, ce projet escompte trois résultats :

- 25 000 petites exploitations agricoles ont doublé leur productivité et leurs revenus
- 125 000 personnes sont sorties de la malnutrition
- 40 000 hectares de terres agricoles sont convertis à une utilisation durable

Le projet ARFSA est financé par *the Netherlands Enterprise Agency*.



# Le REFEDE agit pour la résilience des communautés menacées par la désertification et les changements climatiques



En partenariat avec deux autres ONG nationales, le REFEDE est intervenu dans les régions de Mopti et Ségou, au centre du Mali pour améliorer les moyens d'existence et la gestion des ressources agropastorales et piscicoles des communautés en ciblant particulièrement les femmes et les jeunes. À travers les projets, les partenaires souhaitaient une amélioration de l'autonomisation financière des femmes, la réduction de leur dépendance aux ressources forestières, et la diversification des sources nutritionnelles pour les enfants.

En 2023, les investissements suivants ont été réalisés :

- L'introduction de 5 tonnes de semences adaptées (céréales maraichères et fourragères) au profit des groupements et associations de femmes pour renforcer leurs productions et productivités face aux impacts du changement climatique.
- La formation de 200 femmes vulnérables sur des techniques de production piscicole innovantes et sur des techniques de transformation des produits forestiers non ligneux et leur commercialisation sur le marché local et régional.
- La formation de 700 petits exploitants familiales dont 350 femmes et 350 jeunes sur des techniques de GDT afin d'améliorer le rendement au sein de leurs exploitations familiales.
- L'aménagement de 3 mares pour la captation et la rétention des eaux de pluies pour l'abreuvement du cheptel et la production piscicole.
- La réalisation de 4 forages équipés en systèmes solaires pour renforcer la production du maraichage.

Dans cette même perspective d'autonomisation des femmes, le REFEDE est également intervenu dans les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso pour accompagner des femmes à la création d'activités génératrices de revenus. Le REFEDE leur a fourni des panneaux solaires, pour leur permettre de transformer et commercialiser des produits agricoles tels que les brisures de maïs, des oignons et gombos séchés, mais aussi de fabriquer et conditionner de la pâte d'arachide, des jus de bissap et gingembre. 280 femmes ont bénéficié de ces appuis.

## FOCUS SUR LA PLATEFORME VERTE DES FEMMES SUR LA GRANDE MURAILLE VERTE

Une plateforme écologique dédiée aux femmes, visant à renforcer leur rôle et leur engagement au sein des terroirs de la GMV, a été lancée sous l'égide de l'agence panafricaine, à Bamako en avril 2024, lors d'une rencontre à laquelle le REFEDE a participé.

L'espace de la GMV regorge d'opportunités locales de développement socioéconomique pour que les femmes prennent part activement à la vie économique et sociale. Cependant, elles jouissent peu de leurs droits qu'elles ignorent souvent. La GMV souhaite placer les femmes au centre des réponses apportées à la résilience au changement climatique et pour le développement des terroirs de la GMV. Cette nouvelle plateforme des femmes se veut un espace pour impliquer davantage ces dernières au sein de la GMV, à travers le plaidoyer, le renforcement des capacités et la promotion d'actions intégrant le genre.

Le REFEDE-MALI en tant que plateforme membre du Réseau Sahel Désertification (ReSaD) a fait des propositions des recommandations suivantes pour une prise en compte effective de la participation des femmes dans la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte.

- Garantir la participation active et équitable des femmes à tous les niveaux de la mise en œuvre de la GMV, depuis la planification jusqu'à la prise de décision et la mise en œuvre des projets sur le terrain.
- Garantir l'accès sécurisé et équitable des femmes aux ressources naturelles, ainsi que la protection de leurs droits fonciers et environnementaux.
- Investir dans le renforcement de leurs capacités et développer des programmes spécifiques visant à renforcer leur autonomie économique. Cela peut inclure des initiatives de formation professionnelle, d'accès aux ressources naturelles et de développement d'entreprises durables dirigées par des femmes.
- Encourager une collaboration harmonieuse et complémentaire entre les différentes plateformes nationales et régionales de la GMV, pour maximiser l'efficacité des actions entreprises dans le cadre de cette initiative transfrontalière.



# Au Niger, découvrez les engagements de deux ONG membres du CNCOD



L'ONG Jeunes, Environnement et Développement Durable (JEDD) opte pour l'approche FACI pour contribuer à la sécurité alimentaire des populations

La Ferme Agricole Communautaire Intégrée (FACI) est un système polyvalent de production et de transformation agricole, couplé à une stratégie de gestion durable des terres. Elle a vocation à être une véritable entreprise génératrice de revenus pour les ménages ruraux à travers le développement des petites unités de production intégrées, des choix de techniques culturales adaptées et la récupération de terres dégradées.

À Torodi, l'ONG JEDD accompagne l'émergence d'une FACI, au sein de laquelle des groupes de jeunes femmes et hommes, développent des productions maraîchères, piscicoles, pastorales et avicoles.

Pour garantir la pérennité de ce modèle, l'ONG JEDD a constaté que le renforcement de capacités des bénéficiaires de la FACI doit concerner les aspects techniques (agriculture et élevage), mais aussi et surtout les conditions associatives et la gestion communautaire.

Ce modèle de FACI a été développé dans le cadre de la Grande Muraille Verte comme une forme de développement agricole combinant la préservation de l'environnement, la sécurité alimentaire et le renforcement des communautés locales.



## FOCUS SUR L'ONG KANDILI, NOUVEAU MEMBRE DU CNCOD ET DU RESAD

Kandili, du nom Haoussa de l'Acacia tortilis, symbole de résilience du désert du Ténéré, est une organisation de la société civile nigérienne composée de 15 femmes et 6 hommes. Dans la périphérie de Niamey, à Dogondoutchi et Zinder, elle œuvre pour la promotion de l'agroécologie, sauvegarde de la faune et de la flore des écosystèmes arides du Sahel, la restauration des terres dégradées, et l'éducation environnementale.

Kandili agit sur le terrain, en jouant un rôle de leader dans des campagnes de reboisement, lors desquelles, l'ONG promeut les espèces locales (herbacées, arbustives et ligneuses) en voie de disparition, tant dans les terroirs que dans les greniers des paysans. Récemment, Kandili a ainsi contribué à la mise en place d'un espace agroforestier pour le groupement des femmes maraîchères de Kangou Tourakou en périphérie de Niamey.

Les membres de Kandili capitalisent et partagent leur expérience, en participant à des groupes de travail sur les rapports de genre et la transition agroécologique au Niger. Ainsi l'ONG s'implique aux côtés du Réseau des Chambres d'Agricultures du Niger pour renforcer le conseil agricole et accompagner les transitions agroécologiques des agricultures familiales.

Kandili est aussi à l'origine d'une série de podcasts abordant des thématiques environnementales dans le contexte ouest-africain, en collaboration avec des acteurs de la société civile. Retrouvez tous les épisodes via ce lien : <https://podcast.ausha.co/kandili-2>

# Les temps forts du Groupe de Travail Désertification en 2023



Le Groupe de Travail Désertification (GTD) qui réunit les acteurs français du développement et de la solidarité internationale œuvrant pour la gestion des ressources naturelles en zones sèches, a poursuivi ses engagements en 2023 à travers ses 3 objectifs spécifiques :

- Peser sur la prise de décision (nationale et internationale)
- Accompagner l'action de ses membres
- Sensibiliser l'opinion publique

L'année 2023 a été marquée par la participation du GTD à la 21ème session du comité d'examen du suivi de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CRIC 21) qui s'est déroulée en novembre 2023 en Ouzbékistan. Avant et durant le CRIC21, le GTD s'est impliqué dans les travaux en commun des OSC accréditées à la Convention, coordonnés par le panel des OSC. Le GTD a ainsi activement contribué aux 15 prises de parole de la société civile lors de l'événement.

La participation au CRIC21 a aussi permis de poursuivre et renforcer la coopération avec les pouvoirs publics français sur les questions de lutte contre la désertification et de la gestion durable des terres. Un événement parallèle portant sur « Agroécologie et Sécheresse » a ainsi été coorganisé avec les Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères et le Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires.

L'objectif de cet événement était de favoriser la compréhension des solutions que peut apporter l'agroécologie pour la résilience à la sécheresse et l'atteinte de la Neutralité en matière de Dégradation des Terres. Cet événement aura aussi été l'occasion de valoriser les papiers de position collectifs produit lors de Désertif'actions 2022 sur « Agroécologie et sécheresse » et « Agroécologie et NDT » disponibles en ligne sur le site de Désertif'actions.

En 2023, le GTD a aussi poursuivi son dialogue avec les collectivités territoriales pour les intégrer aux réflexions portées au sein de la CNULD. À cette fin, le GTD a contribué à la rencontre Grande Muraille Verte – Afrique organisée par le réseau de collectivités territoriales Cités Unies France (CUF) au mois de mai 2023. Cet événement avait pour objectifs de faire connaître les enjeux liés à l'initiative de la GMV et d'établir un plaidoyer sur l'importance du rôle des collectivités dans la gestion durable des terres. Le GTD a apporté son expertise sur le rôle pilote des collectivités locales dans la gestion durable des terres dans les zones sèches d'Afrique et a contribué à la rédaction du papier de position porté par Cités Unies France.

Toujours concernant l'Initiative de la Grande Muraille Verte, l'année 2023 a été marquée par la parution de la nouvelle stratégie de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS) portée par l'Union Africaine et de son plan d'action décennal (2023-2032). Le GTD a pu apporter une analyse de cette nouvelle stratégie établie en partenariat avec ses partenaires sahéliens du Réseau Sahel Désertification (ReSaD), et vérifier l'avancée sur la prise en compte des actions de la société civile dans la mise en œuvre de l'initiative et l'atteinte de ses objectifs. Cette nouvelle stratégie a également offert un nouveau cadre pour poursuivre le dialogue avec les pouvoirs publics français et alimenter les positions de la France sur ce sujet.



## PERSPECTIVES 2024

En 2024, le GTD poursuivra son suivi et ses actions autour de la mise en œuvre de la CNULD et participera à la COP16. Il continuera également à faciliter le dialogue entre les pouvoirs publics français et la société civile dans le but de favoriser des actions concertées et plus efficaces pour contribuer à la LCD et GDT dans les zones sèches.

Au sein du ReSaD, le GTD s'impliquera également dans le suivi de la Grande Muraille Verte et il veillera à la prise en compte des actions menées par la société civile dans l'atteinte des objectifs de l'Initiative de la GMV et à une implication effective des OSC sahéliennes dans les prises de décision et orientations stratégiques de la GMV.

# L'agenda du ReSaD

## les événements organisés par les membres



### Les rendez-vous fin 2024

- **Rencontre régionale d'échange d'expérience sur l'intensification agroécologique au Sénégal du 09 au 14 septembre 2024**  
Le ReSaD participera à cet événement organisé dans le cadre du PASS-LCD aux côtés d'ENDA Pronat et de représentants de collectifs sahéliens mobilisés sur l'agroécologie.
- **Ateliers nationaux préparatoires de la COP16 de la CNULD**  
Dans chacun des pays, les plateformes membres du ReSaD organiseront des ateliers préparatoires au bénéfice de leurs membres et partenaires, afin de construire un plaidoyer collectif en vue de la COP16.
- **Atelier d'échange et de partage d'expériences sur la finance carbone en octobre 2024**  
Organisé par le GTD, cet atelier aura pour objectifs de faciliter la compréhension des mécanismes de financements carbone et permettre aux membres du GTD de dialoguer sur cette thématique.
- **16<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification en Arabie Saoudite, du 2 au 13 décembre 2024.**  
Une délégation du ReSaD, coordonnée par le CARI se rendra à la COP16. Ils y organiseront un événement sur l'agroécologie pour faire face aux sécheresses, préparatoire de D'a26.

### Liste des acronymes

<b>AFD</b> : Agence française de développement	<b>GMV</b> : Grande Muraille Verte
<b>CARI</b> : Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (France)	<b>GDT</b> : Gestion Durable des Terres
<b>CNCOD</b> : Comité National de Coordination des ONG sur la Désertification (Niger)	<b>GTD</b> : Groupe de Travail Désertification
<b>CNULD</b> : Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification	<b>LCD</b> : Lutte Contre la Désertification
<b>COP</b> : Conférence des Parties	<b>OSC</b> : Organisation de la Société Civile
<b>D'a</b> : Désertif'actions	<b>REFEDE</b> : Réseau des Femmes pour les Droits Environnementaux
	<b>ReSaD</b> : Réseau Sahel Désertification
	<b>SPONG</b> : Secrétariat Permanent des ONG (Burkina Faso)



## Réseau Sahel Désertification

Le ReSaD est un réseau qui rassemble quatre plateformes nationales de la société civile : le SPONG au Burkina Faso, le CNCOD au Niger, le REFEDE au Mali et le GTD en France. Cette initiative Nord-Sud, à la croisée des préoccupations nationales et régionales, agit pour la lutte contre la désertification et l'amélioration des conditions de vie des populations des territoires ruraux du Sahel.

### Membres



### Partenaires



Rue du courrier - 34380 Viols le Fort  
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18  
[resad@cariassociation.org](mailto:resad@cariassociation.org)  
[www.resad-sahel.org](http://www.resad-sahel.org)



Le ReSaD est un réseau coordonné par l'association CARI